



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Non aux revendications qui nous divisent Non aux syndicats qui dispersent nos luttes

SOLIDARITE ET UNITE OUVRIERES

■ De plus en plus d'ouvriers se reconnaissent dans les revendications et dans les luttes qui se mènent pour la défense des salaires et des emplois. Tout pousse les ouvriers à exprimer leur colère et leur combativité actuelles à travers des revendications communes, à entrer en lutte à partir des mêmes problèmes et des mêmes intérêts, à se mobiliser massivement, à manifester leur solidarité les uns envers les autres, à unifier leur combat autour de ces intérêts communs.

C'est exactement dans le sens opposé que la bourgeoisie incite les ouvriers à se battre, non seulement pour des revendications spécifiques mais en cherchant à susciter des antagonismes et des intérêts concurrents au sein de la classe. Voilà dans quel sens poussent les syndicats, et les coordinations aujourd'hui : émettre, épuiser la combativité générale, la dévoyer sur des problèmes spécifiques, particuliers, catégoriels dans lesquels non seulement ils enferment les luttes mais ils tentent de dresser les ouvriers les uns contre les autres pour finalement les écoeurer de la lutte, les démoraliser, les démobiliser.

En aucun cas, les ouvriers ne doivent accepter de lutter sur ce terrain pourri, qui tourne totalement le dos à ce que doit être la vraie lutte de classe, qui va à l'encontre de ses intérêts, de ses méthodes de lutte.

Aujourd'hui, c'est l'ennemi qui mène l'offensive sur le dos de la classe ouvrière, et qui depuis des mois investit le terrain de façon

préventive pour mouiller la poudre. Le gouvernement, les syndicats, les coordinations, les médias et l'ensemble de l'appareil politique de la classe dominante sont mobilisés, non seulement pour tenter de camoufler que partout les ouvriers sont confrontés aux mêmes attaques et aux mêmes problèmes, mais aussi pour tenter de déformer le sens même de leur lutte.

UNE COMBATIVITE CAMOUFLEE ET DISPERSÉE, DONC STERILE

D'un côté, la liste serait longue des luttes depuis deux mois, toutes sur des questions de salaires ou face à des plans de licenciements sur lesquelles la bourgeoisie a fait régner un black-out à peu près complet. Ce sont les secteurs les plus divers qui ont été touchés par ces luttes : à titre d'exemple, 3000 ouvriers en grève chez Renault-Agriculture (fabrication de tracteurs) au Mans, 450 dans le matériel pneumatique à Pontarlier, 70% des 2000 employés de l'aviation civile, les chauffeurs de bus urbains à Clermont-Ferrand et à Metz, les métallurgistes à Bailleul (Oise), des employés de grande surface (Prisunic, Métro) dans la région parisienne, les techniciens du service informatique d'Alstom ainsi que des milliers d'ouvriers disséminés un peu partout dans d'autres entreprises... La soudaine paralysie de la distribution des quotidiens pendant au moins 48 heures a fait découvrir un conflit dans les NMPP qui durait en fait depuis des

semaines. Ainsi dans la plupart des cas, la bourgeoisie tente de camoufler toute la combativité et l'atmosphère générale de colère présentes un peu partout en étouffant ces luttes dans le silence.

De l'autre côté par contre, c'est le coup de projecteur aveuglant et le grand cirque organisé autour de certaines luttes où en chaque circonstance la bourgeoisie s'efforce de mettre en avant une image ultra-combative des syndicats.

C'est ainsi également qu'après la lutte des enseignants (voir RI 177) la bourgeoisie a mis au premier plan l'impopularité de la lutte à la Comatec (cf. p.2) de même que le spectacle d'éclatement et de division caricaturale de la lutte dans le secteur des hôpitaux dans le but de susciter un sentiment de dégoût et de complète démoralisation après les luttes de l'automne dernier, ou la grève des fonctionnaires en Corse (voir encart p.2) où la bourgeoisie cherche à exploiter au maximum l'isolement et les illusions qui marquent cette lutte.

De cette façon, la bourgeoisie cherche à projeter et à livrer aux ouvriers une image totalement déformée de ce qu'est la véritable lutte de classe et pendant ce temps, la classe dominante renforce ses propres armes. C'est un travail systématique de division qu'elle mène.

Déjà au niveau de chaque grève, de chaque manifestation, les luttes se retrouvent saucissonnées. Les syndicats font partir en lutte les uns après les autres dans des grèves tournantes organisées par ateliers, par bureaux ou par équipes, sur des revendications les plus catégorielles possible. Ils font sortir les ouvriers en manifestations ou tenir de pseudo-assemblées générales à des jours ou à des heures différentes, en des lieux différents.

Ensuite, la bourgeoisie poursuit le travail de division en plaçant les ouvriers devant des "choix" qui se résument à des choix d'encadrement, en premier lieu entre différents syndicats, mais aussi désormais entre syndicats "classiques" et syndicats dits "renovés" comme "SUD" dans les PIT ou "CRC" dans les hôpitaux prétendant jouer les figures de proue d'un syndicalisme "de base", ou surtout entre syndicats et coordinations elles-mêmes divisées en coordinations ouvertement corporatistes et coordinations soi-disant "inter-catégorielles" qui reviennent à étaler le plus grand nombre possible de chapelles concurrentes pour organiser les ouvriers derrière elles et les désorienter.

(SUITE PAGE 2)

VENEZUELA

L'ETAT "SOCIALISTE" ET "DEMOCRATIQUE"
REPRIME DANS LE SANG LES EMEUTES DE LA FAIM



VOIR PAGE 6

SOMMAIRE

FRANCE

Grève dans la fonction publique en Corse.....p.2
Le sale boulot de la CFDT à la COMATEC.....p.2

SITUATION INTERNATIONALE

Crise économique.....p.3
La pollution c'est le capitalisme.....p.3
Tract du GPI au Mexique.....p.4
Italie: coup de force contre les ouvriers.....p.4
La grève d'Eastern Airlines aux USA.....p.5
"Elections libres" en URSS.....p.5

A LA MEMOIRE DE MONIS.....p.7

SOLIDARITE ET UNITE OUVRIERES

(suite de la page 1)

C'est de façon caricaturale que chaque fois que cela est possible, la bourgeoisie pousse le morcellement entre sous-catégories à la fois syndicales et catégorielles où, comme chez les enseignants, les sigles et les bannières les plus invraisemblablement diversifiées ont pour fonction d'éclater, d'isoler et de déboussoler toute riposte d'ensemble : SNI-PEGC, SNPEN, SGEN, SNALC, SNLC, CNGA, SNEP, SDEN, SNETAA, SNES, SNESup, etc...

DES REVENDICATIONS CATEGORIELLES QUI TOURNENT LE DOS A LA VRAIE LUTTE DE CLASSE

Non content de cela, ce sont à chaque niveau les caractères les plus spécifiques de la lutte qui sont mis en avant. Ainsi, grâce au travail de tous les syndicats et aussi des gauchistes, notamment au sein des coordinations, c'est le cloisonnement dans le métier ou la corporation, c'est l'enfermement dans les revendications les plus catégorielles possible et le dévoiement des revendications sur, par exemple, la "revalo" du statut enseignant et surtout sur les "mérites" comparés de telle ou telle profession, "mesurés" à l'aune des diplômes, du niveau d'études ou de la qualification ("bac + 2" pour les infirmières, "bac + 3" pour les instituteurs, tel ou tel diplôme pour les professeurs, etc...)

Ce travail de division est enfin poussé dans ce cadre à l'extrême en cherchant directement à opposer les intérêts des uns à ceux des autres. C'est un véritable poison politique contre les luttes ouvrières que distillent les syndicats comme les gauchistes à partir du sentiment général que chacun doit mieux gagner sa vie devenant sur un terrain totalement pourri : telle ou telle catégorie doit la gagner mieux que telle autre.

Une série d'arguments crapuleux où le "mérite" des uns serait plus grand et devrait être "plus monnayé" que celui des autres en fonction de ses études, de ses diplômes, de ses conditions de travail, de ses responsabilités ou même de sa "combativité catégorielle" alimente une infâme propagande pour dresser les ouvriers les uns contre les autres, pour les inciter à lutter les uns aux dépens des autres.

Cela revient à mettre en avant : "nous, on mérite de gagner plus, pas les autres". Par exemple, les syndicats ont pu récemment amener les infirmières-anesthésistes à revendiquer "600 francs de plus que les infirmières". Depuis qu'à travers la lutte des infirmières, l'automne dernier, la bourgeoisie a lancé un premier coup de sonde pour orienter la classe sur ce terrain qui tourne le dos aux besoins

les plus élémentaires de la lutte, les syndicats et les coordinations n'ont cessé de développer plus ou moins sournoisement ce genre d'antagonisme monstrueux qui représente le sommet de leurs manoeuvres. Les syndicats exploitent les préjugés corporatistes, élitistes au sein de la classe, flattent "le goût du métier", les vanités d'un "savoir-faire", d'une expérience professionnelle et s'appuient sur tous les conditionnements catégoriels et localistes des ouvriers, produits de la division capitaliste du travail.

Quand chacun lutte pour sa catégorie, les ouvriers ne peuvent que se sentir étrangers les uns par rapport aux autres. Ce genre de revendications qui développe un état d'esprit de concurrence entre ouvriers ne sert que l'intérêt de la bourgeoisie. Pour les ouvriers, se laisser entraîner, embarquer sur ce terrain est suicidaire. Une telle attitude ne mène qu'à la défaite, dans chaque catégorie comme dans l'ensemble de la classe.

Il n'y a rien à gagner sur ce terrain qui ne peut qu'épuiser la combativité ouvrière paquet par paquet, écoeuver et à terme démoraliser de lutter pour finalement subir encore plus fortement les attaques, tout cela au seul bénéfice de la bourgeoisie, de son gouvernement et de ses syndicats.

Eparpillement, défaite, démobilisation, démoralisation : c'est le spectacle donné le 23 mars dans le secteur hospitalier à travers le défilé d'un petit millier de personnes ou pas moins de 80 catégories différentes de personnel, censé représenter 3000 établissements se retrouvaient caricaturalement chacune derrière ses propres revendications, pour l'obtention de son propre statut soulignant le fiasco d'une danse où étaient entrés à tour de rôle et dans la plus profonde désunion les infirmières, les anesthésistes, les kinés, les sage-femmes, les internes et même les chefs de clinique !

IL FAUT REJETER TOUS CEUX QUI NOUS DIVISENT

Les ouvriers doivent renverser la vapeur !

La bourgeoisie ne fait aujourd'hui que défendre ses propres intérêts selon une "méthode" que Rocard a clairement énoncée et préconisée depuis des mois : pouvoir aborder et traiter les "problèmes sociaux" les uns après les autres, au coup par coup au niveau local, avec des "solutions spécifiques", secteur par secteur, entreprise par entreprise, catégorie par catégorie.

Le seul objectif que poursuit la bourgeoisie à travers de telles méthodes est précisément d'écarter toute idée de communauté d'intérêts et d'unité dans la classe, de semer l'illusion que plus une lutte

est spécifique, catégorielle, corporatiste, plus elle a de chances de succès.

Rien n'est plus faux ! L'augmentation salariale des infirmières à l'issue de leur lutte de l'automne dont la bourgeoisie a voulu ostensiblement faire "un exemple" n'était qu'un piège, un appât pour nous mener sur un terrain pourri. Tous les autres secteurs qui ont cru pouvoir lutter sur une base corporatiste ou catégorielle n'ont RIEN obtenu. Les moyens de briser le carcan dans lequel les syndicats et les coordinations tentent d'enfermer les ouvriers existent, sont à portée de mains. Partout les ouvriers ressentent la même colère, partout ils subissent les mêmes attaques, partout ils font, jusqu'à l'écoeuverement, l'expérience des manoeuvres des syndicats et des coordinations.

Les ouvriers doivent rejeter catégoriquement tous ceux qui prétendent organiser la lutte à leur place et qui ne font que dévoyer ces luttes sur un terrain pourri, totalement étranger à la lutte de classe. Certes, les ouvriers refusent de plus en plus l'emprise des syndicats sur leur lutte. Ils n'ont en aucune manière besoin des syndicats pour lutter. Mais il faut aller plus loin aujourd'hui. La lutte à la SNCF en décembre 86-janvier 87 l'a clairement démontré : même quand les ouvriers affirment leur volonté de ne laisser qu'un strapontin aux syndicats, les manoeuvres de ceux-ci liées à celles de toute la bourgeoisie les font revenir en première ligne où ils récupèrent les fauteuils d'orchestre pour saboter les luttes. Mais rejeter les syndicats ne suffit pas. C'est parce que les ouvriers cherchent de plus en plus à lutter en dehors et contre les syndicats que, sous couvert d'organisation extra-syndicale, la bourgeoisie met dans ses pieds des coordinations créées de toute pièce alors que non seulement ces coordinations et les gauchistes qui les animent font le même sale boulot et mettent en avant les mêmes méthodes de lutte que les syndicats, mais il ne font en dernière instance, que ramener les ouvriers dans le carcan syndical.

Il faut affirmer : cela, on n'en veut plus ! Il ne faut laisser aucune place ni aucune initiative aux gauchistes et à leurs coordinations pas plus qu'aux syndicats. La seule confiance que les ouvriers peuvent avoir c'est en eux-mêmes. Il n'y a pas de riposte efficace possible sans extension de la lutte vers d'autres secteurs de la classe pour les entraîner dans un même combat. Il n'y a pas de riposte efficace possible sans prise en charge de l'organisation de la lutte par les ouvriers eux-mêmes dans des assemblées générales souveraines.

YD

Grève ouvrière en Corse : PRIME D'INSULARITE = PRIME = D'ISOLEMENT

Depuis des mois un mécontentement réel montait en Corse. Tous les prix à la consommation, des produits alimentaires jusqu'au secteur de l'habillement, sont particulièrement élevés alors que comme partout, les salaires stagnent et que le niveau de vie chute de plus en plus brutalement.

C'est dans la fonction publique, secteur ouvrier le plus représentatif de l'île, que la colère a pu se cristalliser. Ce n'est là qu'un signe caractéristique d'une situation imposée à tous les ouvriers ainsi que d'un climat général de tensions sociales de plus en plus vives en France.

Face à cela, la bourgeoisie et tous les syndicats ont pu s'appuyer à fond sur toute une panoplie de mystifications régionalistes et même nationalistes et sur des illusions locales plus fortes qu'ailleurs en ce domaine pour dévoyer la lutte et l'isoler totalement.

Ainsi, alors que la situation des ouvriers du secteur public en Corse est celle de tous les ouvriers, alors que leur préoccupation de fond (salaires, vie chère...) est la même que celle des ouvriers partout en France, dans la fonction publique comme dans le secteur privé, ce vers quoi les pous-

sent les syndicats, c'est vers des revendications tout à fait spécifiques - "une prime d'insularité" - qui les éloignent des autres ouvriers, qui les isolent un peu plus d'eux.

Les syndicats les poussent ainsi à se considérer comme des "victimes particulières" et à considérer les autres ouvriers comme des "privilegiés" et à développer un état d'esprit de concurrence entre ouvriers qui est à l'opposé de ce que doit mettre en avant une véritable lutte de classe.

Sur ce terrain pourri, les syndicats ont beau jeu de se donner alors une image radicale, ultra-combative notamment à travers les attaques de préfecture, les occupations de bâtiments publics, les bagarres avec les flics. Ils ont beau jeu de se donner une image unitaire en fabriquant pour la circonstance une inter-syndicale. Ils peuvent avoir le culot de prôner l'extension géographique de la lutte axée sur cette revendication en ayant l'absolue garantie que la lutte n'a aucune chance de s'étendre au-delà puisqu'elle ne peut que s'arrêter aux côtes de l'île.

Le gouvernement a beau jeu de tergiverser, d'étirer en longueur la parodie de négociations avec

les syndicats, de faire rebondir l'intérêt avec de pseudo-"nouvelles propositions" et d'exploiter au maximum cet abcs de fixation puisque la bourgeoisie dispose d'un moyen efficace et sûr de maintenir l'isolement. Les ouvriers n'ont RIEN à gagner sur ce terrain. Seuls l'ennemi de classe et ses syndicats profitent de cette situation.

Les médias de la bourgeoisie peuvent alors faire un énorme barouf pour monter en épingle la situation en jouant sur l'image exotique de la Corse et dramatiser les événements à souhait via les affrontements avec la police et le pseudo-"bras-fer" engagé avec le gouvernement, parlant même caricaturalement de "relents de mai 68" !

Cette lutte, exemplaire de l'offensive générale de la bourgeoisie pour dévoyer la colère ouvrière et sa combativité sur un terrain totalement étranger à la lutte de classe se voit privée de toute perspective de classe et condamnée à l'échec. Elle est un révélateur de l'impasse vers laquelle conduit l'isolement d'une lutte empêtrée dans le borbier des mystifications et des manoeuvres syndicales de division à travers des revendications spécifiques.

YD

Grève à la Comatec : LE SALE BOULOT DE LA CFDT

La lutte que les ouvriers de la COMATEC (nettoyeurs du métro) ont menée est significative des problèmes rencontrés par les luttes ouvrières actuellement, avec d'une part la présence d'un énorme "ras-le-bol" et d'une combativité qui ne demande qu'à exploser et d'autre part, l'occupation assidue et déterminée du terrain de la lutte par les syndicats.

Cette grève a éclaté dans les équipes de nuit sur la base revendicative suivante : 5500 Frs. nets minimum, augmentation de la prime de nuit, arrêt des sanctions et licenciements, intégration des intérimaires (30 % du personnel total). Aussitôt elle s'étend aux autres équipes de jour à travers la revendication salariale notamment.

Alors que des ouvriers RATP débrayaient simultanément, manifestant ainsi la même persistance de la grogne et la présence d'un climat propice à l'extension des luttes, la CFDT réussira à isoler la grève.

Reprenant en cela les méthodes et les actions commandos chères à la CGT et afin de se donner les mêmes airs de "radicalité", la CFDT fera déverser les débris dans les stations de métro et conduira les grévistes à des affrontements sévères avec les non-grévistes et avec la police. Le journal "Rouge" de la L.C.R. apportera sa contribution au sabotage avec "son appui aux méthodes de lutte" fomentées par la CFDT en écrivant : "La grève est dure. Son arme, c'est l'amoncellement des ordures. Mais il faut que cette saleté rejaille à 100% sur la COMATEC. Il

faut mettre l'utilisateur de son côté".

Cet affligeant spectacle permettra aux médias de prendre le relais du sabotage syndical réalisé à l'intérieur même de la lutte, en déclenchant une campagne de presse profitant de l'impopularité de telles actions. Chirac, pour qui toute occasion de paraître le "Mr. Propre" de la capitale est bonne, jouera sur du velours en dénonçant la chienlit du métro parisien. Tout cela viendra asseoir définitivement la plus grande désapprobation dans les rangs ouvriers envers cette grève.

La CFDT aura pris soin de fermer les A.G. à toute intervention extérieure afin de parfaire l'isolement de la grève et d'éviter que les leçons de l'échec ne soient tirées.

Le verrouillage de la lutte sera assuré d'un côté par les flics syndicaux et de l'autre par les flics en uniforme et les vigiles équipés de chiens policiers. Par exemple, pour contrer toute velléité d'ouverture de l'assemblée vers la RATP, un permanent syndical CFDT/RATP siégera en permanence du début jusqu'à la fin de la lutte dans le comité de grève. Dans celui-ci, la présence de la CNT sera tolérée pour donner la caution démocratique et éviter toute contestation sur la représentativité du comité que la CFDT domine totalement ainsi que d'ailleurs l'ensemble du mouvement.

Au total, les résultats de ces manoeuvres de la CFDT tiennent en quelques mots :

- DIVISION profonde des ouvriers de la COMATEC (français contre immigrés, titulaires contre intéri-

maires, ...), et avec une division RATP/COMATEC et public/privé accrue.

- ISOLEMENT : dans le meilleur des cas, la lutte ne se justifierait qu'à la COMATEC, "boîte particulièrement malsaine"; dans le pire, ce qui s'est produit, isolement dans des actions aventuristes à contre-courant de l'unification, ne cherchant pas la solidarité active avec les autres ouvriers.

- ECHEC : rien sur les conditions de travail, rien sur la garantie de l'emploi, mise au second plan des salaires de misère et surtout aucune leçon n'a pu être tirée de cette amère expérience pour des combats futurs. Au contraire, à la fin de la lutte, la direction de la COMATEC a réaffirmé la nécessité de "moderniser" l'entreprise qui entraînera une réduction des effectifs.

Quels qu'ils soient, les syndicats représentent le poison mortel de nos luttes. Rompus aux méthodes de sabotage et d'isolement des luttes ouvrières, leur présence au sein de celles-ci est le facteur principal de la défaite. La prise en main par les ouvriers eux-mêmes de leur lutte est la seule garantie d'assurer le véritable renforcement de la classe ouvrière.

Expulsons-les de l'organisation et de la conduite de nos luttes !

Ne leur confions pas nos luttes car ils sont là pour les dénaturer et les détruire.

Yaelle

INFLATION, RECESSION IL N'Y A PAS DE REMEDE A LA CRISE MORTELLE DU CAPITALISME

■ A l'euphorie de la bourgeoisie internationale du début de l'été 88, succède aujourd'hui l'inquiétude grandissante. "Paix et prospérité économique" étaient alors les maîtres mots ; dorénavant c'est au mieux de "ralentissement de l'expansion", au pire de "menace de récession" dont il est question. Malgré toutes les manipulations dont ils sont l'objet, les "indicateurs" économiques développés par les organismes internationaux de la bourgeoisie pour tenter de gérer une machine économique de plus en plus complexe et capricieuse sont là : au grand dam de tous les "experts", l'inflation, "la maudite", refait de plus en plus parler d'elle, tandis que la hausse des taux d'intérêts continue de progresser inexorablement. Autant de signes avant-coureurs qui, particulièrement nets aux Etats-Unis, ne trompent pas sur la tendance profonde de l'économie mondiale : celle d'une nouvelle récession...hier encore inavouable par ces mêmes spécialistes de la chose économique de ce monde !

Beau constat d'impuissance, mais également belle preuve de l'iniquité d'une classe dominante qui, au-delà de ses discours-propagande plus léni-fiants les uns que les autres et faute de pouvoir maîtriser ses propres bases économiques, ne peut que se réduire à constater ses échecs successifs pour tenter de justifier et accompagner la dégradation accélérée de la situation économique à coups de palliatifs, ici par le crédit massif ou l'injection toute aussi massive de liquidités, là par l'aménagement de la dette... et tenter de s'épargner des situations sociales trop brutalement explosives, en particulier au coeur du capitalisme. Autrement dit jouer en permanence les apprentis sorciers.

A l'époque où les crises du capitalisme étaient encore des crises de croissance sur le chemin de l'unification d'un marché mondial à l'échelle de la planète toute entière, Marx, dans le "Manifeste Communiste" de 1848 mettait déjà en évidence cet état des choses : "Les conditions bourgeoises de production et de commerce, les rapports de propriété bourgeois, la société bourgeoise moderne, qui a fait éclore de si puissants moyens de productions et de communication, ressemble à ce magicien, désormais incapable d'exorciser les puissances infernales qu'il a invoquées..."

LA QUESTION ECONOMIQUE, OBJET D'UNE PROPAGANDE BOURGEOISE ININTERROMPUE

C'est de manière aigüe que le capitalisme a montré son vrai visage, sa vraie nature, en particulier depuis son entrée en décadence au début de ce siècle, permettant à ces "puissances infernales" de s'exprimer dans leur nudité crue : près de 50 années de crise économique sur 70 années de "survie" de domination bourgeoise, entrecoupées de deux guerres mondiales avec leur lot de barbarie chaque fois dépassé.

Une fois la reconstruction qui suivit la fin de la deuxième guerre mondiale terminée, la crise, celle-là même que la bourgeoisie internationale de l'après-guerre avait alors voulu définitivement chasser de ses préoccupations pour l'abandonner aux oubliettes de l'histoire, ressurgira de plus belle à la fin des années 60. Depuis lors, de l'Est à l'Ouest, gouvernements et hommes politiques se sont succédés : de Brejnev à Gorbatchev, de Carter à Reagan, Thatcher, les Giscard, Barre, Chirac puis Mit-

terrand, Mauroy, Fabius et aujourd'hui Rocard... Les représentants de la bourgeoisie passent, mais la crise s'aggrave inexorablement avec son cortège de misère vécue au quotidien pour des centaines de millions d'hommes aux quatre coins de la planète.

Que de discours tenus aux exploités de ce monde sur le thème de la "sortie prochaine du tunnel de la crise", thème régulièrement actualisé par les "grands communicateurs" de la bourgeoisie ! Ainsi, durant les années 70, la crise et les programmes d'austérité seront justifiés par la "crise du pétrole" : l'épuisement prétendument proche de cette matière première était alors la source de tous les maux économiques de ce monde. 15 ans plus tard, le pétrole "coule toujours à flots", à telle enseigne que les principaux pays producteurs, littéralement pris à la gorge par la nécessité d'exporter toujours plus une matière première dont le cours est au plus bas, mais pis-aller indispensable pour s'éviter une asphyxie économique totale, cherchent désespérément des clients. Les émeutes récentes et sanglantes au Venezuela sont à cet égard une manifestation dramatiquement éloquente des mensonges éhontés et de l'hypocrisie de la bourgeoisie.

De même, si les déficits records accumulés en particulier par les USA sous la présidence Reagan permettront à la bourgeoisie internationale de sauver les apparences d'une "prospérité" et lui permettront de se targuer de chiffres de croissance finalement modestes, l'embellie ne sera que de courte durée ; des taux de croissance qui, malgré cela, ne reflètent en rien une quelconque amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière mais essentiellement le fantastique effort mené par la bourgeoisie pour moderniser et développer son arsenal guerrier sur le dos de ses esclaves salariés. Sérénité bourgeoise finalement bien superficielle, ainsi que le révélera crûment l'épisode de l'effondrement boursier d'octobre 87 : le spectre de la crise de 29 resurgissait ! Seule une injection massive de la "monnaie de singe" qu'est devenu le dollar américain dans les rouages de l'économie internationale permettra à cette dernière de "faire bonne figure". Mais le réveil est d'autant plus difficile pour un corps que les drogues employées ont été plus fortes et massives. A elle seule, la montée spectaculaire du loyer de l'argent à court terme quasiment au niveau de celui à long terme en dit déjà long sur le niveau de confiance des agents du capitalisme dans les perspectives économiques de leur propre système.

"L'EXISTENCE DE LA BOURGEOISIE ET L'EXISTENCE DE LA SOCIETE SONT DEVENUES INCOMPATIBLES"

De leur côté, la classe ouvrière et les populations de tous les pays ont déjà durement payé leur crédulité dans les sirenes idéologiques de la bourgeoisie véhiculées via ses discours et ses chiffres plus mensongers les uns que les autres : le chômage, la précarisation pour ceux qui ont du travail, la baisse générale des salaires directs, la mise en pièces accentuée de la protection sociale, la dégradation accélérée des conditions de vie et de travail...ou encore la misère cette fois absolue dans les pays du tiers-monde. N'est-ce pas dans le sanctuaire du capitalisme que sont les Etats-Unis que, quels que soient les chiffres "euphorisants" distillés sur le niveau de "croissance" ou encore la "fantastique réduction du chômage", ce sont plus de 3

(SUITE PAGE 4)

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

PAYS DE L'EST : Glasnost , Perestroïka , "démocratisation" : autant de mystifications contre la classe ouvrière

LILLE :

Permanence le 22 avril de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le 19.04 à 18h au café "Le Français" 2, place A.Poncet -69002- Métro Bellecour
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 16.04 à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 21.04 à 21h au 205, rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le 12.04 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le 22.04 au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès (5e) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le 15.04 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence le 7.04 à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 15.04 de 10h30 à 11h30.

NICE :

Permanence le 15 avril de 17h à 18h, lieu de rendez-vous par voie d'affiche à la librairie "Le Temps de Vivre", 32 boulevard de la Madeleine.

PARIS :

Réunion publique le 6 mai à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence les 8 et 22 avril de 18h à 20h, même adresse que la RP, salle n°3 au 3ème étage.

ROUEN :

Permanence le 22.04 à 14h à la Halle-aux-Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 28.04 à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les 7.04 et 12.05 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse le 16.04 de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 22.04 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les 8.04 et 6.05 de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

Conférences sur "l'Environnement"

LA POLLUTION, C'EST LE CAPITALISME

■ L'hypocrisie de la bourgeoisie est sans limite. Coup sur coup, trois conférences internationales sur l'environnement ont été organisées ces dernières semaines : celle du 4 mars à Paris, réunissant des scientifiques sur le thème "Atmosphère et climat, comprendre pour agir" ; celle des 5 et 6 mars réunissant à Londres 124 Etats "pour la sauvegarde de la couche d'ozone" ; et enfin, celle du 11 mars où 23 chefs d'Etats se sont retrouvés à La Haye pour "la préservation de l'atmosphère". Et tout ce cirque ne fait que commencer. Déjà, deux nouvelles rencontres internationales sont planifiées, en avril à Helsinki et en juin à Paris.

Jamais nous n'avons vu un tel battage de la bourgeoisie et de ses médias sur les questions d'environnement et de pollution. Aujourd'hui le degré de pollution qui menace l'équilibre de la planète est tel que la bourgeoisie elle-même ne peut plus masquer l'ampleur du désastre : pesticides qui provoquent chaque année 500.000 intoxications et plus de 15.000 morts dans les pays du Tiers-Monde, engrais qui infestent les réserves d'eau douce, déchets industriels qui empuantissent l'air et contaminent les mers et les rivières, "marées noires" qui viennent régulièrement détruire la faune et la flore des littoraux, compromettant pour des décennies les réserves alimentaires des océans, destruction de la forêt amazonienne, principal poumon de la planète, accidents d'usines chimiques comme ceux de Seveso en Italie ou Bhopal en Inde, catastrophes nucléaires comme celle de Tchernobyl en avril 86... Face à une telle accumulation de cataclysmes écologiques dont les conséquences apparaissent de plus en plus ouvertement comme une menace pour la survie-même de l'espèce humaine, la bourgeoisie est aujourd'hui contrainte de réagir. Toutes les campagnes qu'elle développe actuellement sur le thème de la "sauvegarde de l'environnement" ne visent qu'un seul objectif : tenter de masquer aux yeux de la population, et plus particulièrement de la classe ouvrière, l'origine, le véritable responsable de ce désastre : le système capitaliste (et non le progrès technologique, comme voudraient nous le faire croire les écologistes !).

Oui, c'est bien le capitalisme qui, en s'enfonçant dans sa propre décadence, est en train de nous asphyxier, de nous intoxiquer progressivement. C'est bien ce système moribond qui infeste la planète de toute sa pourriture, de tous ses déchets qu'il est de plus en plus incapable d'absorber. Non seulement le capitalisme n'est plus en mesure de développer les forces productives de la société, mais il est devenu de plus en plus incapable de maîtriser les moyens technologiques qu'il a mis en oeuvre et qu'il continue à exploiter de façon toujours plus aveugle et meurtrière.

Voilà la réalité que la bourgeoisie cherche aujourd'hui à occulter. Et ce n'est pas un hasard si, ces dernières semaines, on a eu droit à tout un battage sur la destruction de la couche d'ozone, c'est-à-dire sur un tout petit aspect du phénomène. En polarisant l'attention sur ce problème particulier, la bourgeoisie ne cherche rien de moins qu'à dégager la responsabilité de son système sur le dos de la population. Ainsi, on veut nous faire croire que les principaux responsables de la destruction de l'atmosphère seraient ceux qui utilisent les petites bombes aérosols à usage domestique ! Cette campagne écoeurante n'est qu'un rideau de fumée destiné tant à culpabiliser les populations qu'à masquer l'ampleur et les fondements réels de la catastrophe écologique.

Mais le cynisme crapuleux de la bourgeoisie ne s'arrête pas là. Si la classe dominante se "préoccupe" tant des problèmes de l'atmosphère aujourd'hui, c'est encore pour tenter de nous endormir en nous laissant croire que les solutions, les remèdes seraient entre les mains de ces "hommes de bonne volonté" que sont nos dirigeants. Le message est clair : "faites-nous confiance et nous réglerons le problème". C'est ainsi qu'on voit désormais l'ONU, ange gardien du capitalisme mondial, se mobiliser autour de cette question en constituant une commission d'urgence pour la sauvegarde de l'environnement. Tout ce remue-ménage de la bourgeoisie internationale n'est qu'hypocrisie, mensonge, mystification ! Le capitalisme pourrissant est incapable de remédier aux catastrophes qu'il porte en lui : guerres, famines, pollution... Son maintien en vie artificielle constitue une menace d'anéantissement pour toute la planète.

Voilà pourquoi la classe ouvrière ne doit pas se laisser endormir par toutes les campagnes de la bourgeoisie, qu'elles soient "humanitaires", "pacifistes" ou "écologiques". Au contraire, face à toute cette pourriture, face à toutes ces catastrophes qu'elle subit quotidiennement, la classe ouvrière doit prendre conscience de la nécessité de détruire ce système décadent avant qu'il ne détruise la planète. La lutte du prolétariat pour le renversement du capitalisme est la seule chance de survie pour l'humanité.

M.A.

TRACT DU GPI AU MEXIQUE

Depuis la fin de l'année 88, le Mexique a été secoué par une vague de grèves, notamment dans le secteur de l'enseignement où c'est de façon massive et avec la plus grande détermination que les travailleurs de ce secteur ont engagé le combat contre les nouvelles baisses de salaire imposées par le gouvernement.

L'énorme combativité qui, au mois de février s'est étendue comme une trainée de poudre de la capitale à toute la vallée de Mexico et qui a culminé avec la grande manifestation du 15 février, les tendances exprimées par les enseignants à prendre eux-mêmes en charge la direction du mouvement, en dehors et contre les consignes syndicales, montrent qu'à la périphérie comme au cœur du capitalisme, ce sont aux mêmes besoins auxquels se trouvent confrontées les luttes ouvrières partout dans le monde. Cependant, malgré l'usure accélérée de ses forces d'encadrement, la bourgeoisie a encore les moyens de distiller

efficacement le poison du syndicalisme, que ce soit par la mise en place de "coordinations" ou d'une stratégie de "rénovation" des syndicats.

Ainsi alors que la question centrale était celle de la prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes en vue de son extension aux autres secteurs, la riposte des enseignants au Mexique s'est heurtée à la mystification de la "démocratisation" des syndicats.

C'est dans ce nouveau bras-de-fer entre bourgeoisie et prolétariat que le G.P.I. est intervenu activement tant pour dénoncer toutes les manoeuvres et pièges du syndicalisme que pour défendre clairement les nécessités de la lutte de classe aujourd'hui. C'est cette clarté dont témoigne le tract que nous publions ci-dessous.

AUX TRAVAILLEURS DE L'EDUCATION A TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

La grande manifestation du 15 février qui a rassemblé quelque 40 000 travailleurs de l'éducation a montré la combativité de ce secteur, sa détermination à s'engager dans la lutte contre la dégradation des conditions de vie et de travail que nous subissons tous.

L'origine du mouvement, nous devons la chercher en décembre dernier dans les petites manifestations d'enseignants pour des augmentations de salaires, manifestations organisées complètement en marge des syndicats et qui, démarrant au sud de la capitale, menaçaient ouvertement de s'étendre. Cette impulsion initiale avait été momentanément contenue par le gouvernement qui, au moyen de l'allongement de la période de vacances, espérait enrôler les enseignants dans les assemblées syndicales prévues pour le mois de février et liquider ainsi la lutte.

Les enseignants participèrent effectivement aux assemblées du SNTÉ (syndicat national des travailleurs de l'éducation). Mais loin d'accorder leur confiance au syndicat, les enseignants ont élu leurs propres délégués, cherchant par ce moyen à obtenir satisfaction de leurs revendications salariales afin de rétablir leur pouvoir d'achat brutalement amputé ces dernières années, tout en sachant clairement que le syndicat, par lui-même, chercherait à leur imposer les objectifs du gouvernement d'une nouvelle baisse des salaires. Au cours des assemblées, le syndicat a une nouvelle fois montré de façon ouverte qu'il est un organisme étranger aux intérêts des travailleurs... Mais loin de reculer, les enseignants fermèrent la porte au nez du syndicat, le mirent de côté et, en quelques jours, la colère se généralisa à toute la ville et à toute la vallée de Mexico. Au-delà du motif immédiat qui a déclenché la manifestation - le rejet des assemblées syndicales -, la revendication principale mise en avant par les manifestants du 15 février fut : AUGMENTATION DES SALAIRES !

C'est ainsi qu'a éclaté le mouvement des travailleurs de l'éducation. Mais aujourd'hui, il se trouve à la croisée des chemins. Nous devons aujourd'hui répondre à la question : quel chemin prendre ? Comment lutter pour développer la force suffisante nous permettant d'imposer une issue favorable à nos revendications économiques ?

En premier lieu, nous devons nous rendre compte que nous n'obtiendrons que des humiliations et des défaites si nous nous laissons entraîner dans l'impasse de la "lutte pour la démocratisation du syndicat". Il suffit d'examiner toutes les expériences des autres secteurs qui sont tombés dans ce piège. Par exemple : sur quoi s'est terminée la "démocratisation" du syndicat des travailleurs du téléphone ? Son leader "démocratique" fut élu président du Congrès du Travail (le plus grand organisme syndical "briseur de grèves") qui fut à la tête de la défaite portée à ce secteur. C'est exactement ce qui s'est passé ensuite avec le syndicat "démocratique"

des électriciens (SME). Et comment s'est terminée la "démocratisation" du syndicat de l'UNAM (Université Nationale Autonome de Mexico) ? Aujourd'hui, les travailleurs de ce secteur disent que celui-ci les a "trahis", c'est-à-dire qu'il leur tourne le dos et les mène de défaite en défaite comme cela a été le cas lors de la dernière grève des travailleurs de l'Université. Ou plus encore, pendant neuf ans, la CNTE (Coordination Nationale des Travailleurs de l'Enseignement) a appelé les sections syndicales de Oaxaca et Chiapas à une "lutte pour la démocratisation du syndicat" et qu'ont obtenu les enseignants ? Rien, sinon une centaine de morts dans les affrontements aux côtés des "avant-gardistes" ? Et nous pourrions continuer la liste.

C'est pour cela que la défiance de nombreux enseignants à l'égard de la CNTE est tout à fait légitime lorsque celle-ci déclare ouvertement que son objectif est de "disputer aux syndicats jaunes le pouvoir syndical" ; défiance qui s'est exprimée y compris dans les tracts des enseignants à la base, dont le mot d'ordre était "NI 'AVANT-GARDE' NI 'COORDINATION' !

Aujourd'hui, le problème n'est pas de changer de leader syndical (pour aussi "honnêtes" que les nouveaux soient ou semblent être) ; ni même de substituer aux syndicats jaunes des syndicats "démocratiques" ou "de gauche". Pour les travailleurs de l'éducation comme pour tous les ouvriers, il doit être clair qu'il n'est plus possible aujourd'hui de "récupérer" les syndicats comme organe de lutte ; ceux-ci se sont transformés dès le début du siècle (et au Mexique, pratiquement dès leur création) en organismes intégrés à l'Etat bourgeois et introduits dans les rangs des ouvriers précisément pour les contrôler, pour empêcher leur lutte ou pour la faire avorter, y compris au moyen de la répression physique. Seule la classe ouvrière pourra en finir avec le syndicat comme organe de domination lorsqu'elle renversera ce même Etat bourgeois auquel tous les syndicats sont rattachés. L'alternative est par conséquent soit tomber dans l'illusion qu'on peut encore "démocratiser" les syndicats, soit lutter pour la satisfaction de nos revendications économiques en marge des syndicats.

NOUS DEVONS AVOIR CONFIANCE EN NOS PROPRES CAPACITES ET EN NOS PROPRES FORCES ! Nous avons vu comment, en quelques jours, nous avons réussi à nous rassembler par dizaines de milliers dans une manifestation. Pour cela, nous n'avons eu besoin ni du syndicat, ni de la CNTE (laquelle, avec ses actions "radicaloïdes" durant plusieurs semaines, n'est pas parvenue à rassembler plus de 500 personnes, bien qu'aujourd'hui, avec l'aide des médias bourgeois, elle tente de récupérer le mouvement), ni d'aucun autre type d'organisme syndicaliste tel, par exemple, la COTRASE (qui est également impliquée à fond dans la "démocratisation" de la FSTSE, laquelle -pourquoi pas- a invité la CNTE).

Nous devons être sûrs que la forme la plus

simple et la plus efficace d'organiser le mouvement de façon à ce que tous puissent participer et prendre part aux décisions, est celle qui doit surgir au cours de la lutte elle-même : les ASSEMBLÉES GÉNÉRALES A TOUS LES NIVEAUX (par lieu de travail, par zone et par région) ; assemblées ouvertes à tous les travailleurs, décidant elles-mêmes de la marche à suivre et élisant des représentants pour les différentes tâches à accomplir, représentants révocables et responsables devant ces assemblées.

Mais si la "démocratisation du syndicat" ne mène qu'à la défaite, quelle est alors la voie à suivre pour obtenir la satisfaction de nos revendications ? Il n'y en a qu'une seule et, nous devons le dire, elle n'est pas facile :

IL FAUT ÉTENDRE LA LUTTE A TOUS LES SECTEURS OUVRIERS, qu'ils soient du public ou du privé, y compris les chômeurs. La solidarité qui s'est exprimée dans la manifestation rassemblant les enseignants et les parents d'élèves (qui sont eux aussi des travailleurs exploités) doit être portée impérativement à un niveau supérieur : il faut appeler tous les ouvriers en colère à rejoindre la lutte ; coordonner, par-dessus les syndicats, toutes les luttes et les grèves qui éclatent simultanément ; unifier les revendications économiques sur les augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de travail et contre les licenciements ; il faut avancer unis. Au cours des grèves, au lieu de maintenir des "piquets" passifs, il faut former des délégations massives qui agissent dans ce sens, en cherchant l'extension et l'unité de toutes les luttes.

Il faut être convaincus qu'à l'heure actuelle seul un mouvement rassemblant non des dizaines mais des centaines de milliers de travailleurs de nombreux secteurs, luttant de façon unie et dans une seule direction, pourra être en mesure d'obtenir satisfaction de nos revendications économiques.

En luttant dans ce sens, nous préparons également les conditions pour les inévitables combats à venir qui permettront d'en finir une fois pour toutes avec ce système d'exploitation qu'est le capitalisme et de construire une nouvelle société sans antagonisme de classes, la société communiste.

Nous appelons tous les travailleurs à discuter et à diffuser ces orientations.

REJETONS TOUTES LES VARIANTES DU SYNDICALISME, QU'ELLES SOIENT "JAUNES" OU "DÉMOCRATIQUES" !

FAISONS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES LE CENTRE DE LA LUTTE !

ÉTENDONS ET UNIFIONS LE MOUVEMENT ENTRE TOUS LES SECTEURS OUVRIERS !

Grupo Proletario Internacionalista
(22 février 1989)

ITALIE

FLICAGE ET REPRESSION

DES OUVRIERS DE LA FONCTION PUBLIQUE A ROME

Le lundi 20 mars, 230 carabinieri débarquaient dans les bureaux de onze ministères à Rome, hormis celui de la Justice, dans le cadre d'une vaste opération contre ce que la bourgeoisie appelle l'absentéisme. La police se mettait à contrôler les présences effectives sur le lieu de travail, à contrôler les dossiers des fonctionnaires, vérifiant le nombre des arrêts de travail et les absences, dressant des listes de ceux jugés "tire-au-flanc" ; à la clé pour les travailleurs de ces ministères : des inculpations pour "escroquerie aux dépens des fonds de l'Etat". Rien de moins ! Et le gouvernement italien projette de durcir la législation par une loi prévoyant des emprisonnements allant jusqu'à 6 ans pour... récidive d'absentéisme !

De fait, cette "chasse au gaspillage du temps de travail" exprime une véritable militarisation du travail, un flicage permanent et omniprésent sur les lieux de travail ; elle montre la volonté déterminée de l'Etat italien d'appuyer sa pression sur les tra-

vailleurs du secteur public. Ainsi le gouvernement se plaint qu'"au moins 40% du temps de travail est gaspillé..." (rapport du sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics), que le temps effectif de travail d'un fonctionnaire ne dépasse pas en moyenne les trois heures quotidiennes, que le taux d'absentéisme dépasse les 15%. Ces chiffres viennent en fait servir la propagande sur les "nantis" de la fonction publique, "nantis" payés autour de 5000f par mois !

L'avertissement musclé du 20 mars n'est pas une opération isolée qui ne concernerait que les travailleurs des ministères romains. Il est en lien avec cette propagande et directement dirigé contre l'ensemble du secteur public, secteur dans lequel, comme en France, la bourgeoisie italienne développe une attaque anti-ouvrière d'ampleur et cherche dès à présent à justifier les futures charrettes de licenciements.

PPR

INFLATION , RECESSION

(SUITE DE LA PAGE 3)

millions de personnes qui sont aujourd'hui sans logis, alors que près de 20% d'entre elles ont cependant la "chance" d'avoir un de ces emplois dont Reagan et l'ensemble de ces gouvernants de ce monde sont si fiers !

Si, comme dans toute société divisée en classes, la subsistance des exploités n'a jamais constitué un objectif et une fin en soi pour le capitalisme mais un pis-aller destiné à entretenir leur force de travail, un autre constat s'impose dorénavant : le capitalisme n'est même plus capable d'assurer ce minimum.

Aussi, à l'aube des années 90, ne peut que résonner avec encore plus de force ce constat du "Manifeste Communiste" : "La société ne peut plus vivre sous la bourgeoisie, c'est-à-dire que l'existence de la bourgeoisie et l'existence de la société sont devenues incompatibles."

Aujourd'hui, alors que le scepticisme gagne les rangs de la bourgeoisie, la perspective d'une nouvelle récession, avec son cortège d'attaques anti-ouvrières toujours plus féroces, ne doit pas être l'occasion d'une résignation ou d'un quelconque fatalisme dans les rangs de la classe ouvrière, mais être au contraire un formidable encouragement à développer sa lutte de manière massive et unie par-delà toutes les frontières de la bourgeoisie, qu'elles soient nationales ou corporatistes. C'est non seulement nécessaire, mais possible.

Berton

USA

GOUVERNEMENT ET SYNDICATS ETOUFFENT LA GREVE A EASTERN AIRLINES

■ Le samedi 4 mars, c'est de manière fulgurante que démarre la grève à Eastern Airlines - une des plus grandes compagnies aériennes américaines - contre des attaques d'une brutalité effarante planifiées par la direction. Celle-ci veut faire payer aux ouvriers les déficits de la compagnie par un plan d'austérité draconien : réduction massive des salaires, allant de 15 à 26% pour les mécaniciens et les bagagistes de la compagnie, accompagné d'un plan de 4.000 licenciements touchant tous les personnels. La colère ouvrière est énorme. En quelques heures, dans la nuit du vendredi au samedi, elle va se répandre comme une traînée de poudre chez les 8.500 bagagistes et mécaniciens qui se mettent en grève totale. La grève commence même à s'étendre aux autres catégories des 70.000 employés de la compagnie et en particulier aux pilotes et personnels navigants. Ceux-ci non seulement refusent de passer entre les haies des piquets de grève, comme le leur ordonne la direction, mais se joignent activement à la lutte, pour la même revendication : "non à toute nouvelle baisse de salaires et refus des licenciements !". La compagnie est totalement paralysée. Six jours durant, ses avions resteront cloués au sol : sur plus de 1.000 vols quotidiens, une dizaine seulement décollent, entraînant une désorganisation énorme de l'ensemble des transports aériens américains.

LA BOURGEOISIE DEPLOIE SES ARMES SYNDICALES CONTRE LES OUVRIERS

Face à cette explosion de colère, la bourgeoisie américaine réagira très rapidement. Gouvernement, patronat et syndicats se partageront le travail, d'abord pour dévoyer ses potentialités d'extension et ensuite pour stopper la grève.

Les syndicats adoptent un ton hyper-radical, pour le moins inhabituel chez les syndicats américains. Prenant les devants des tendances à l'extension, ils annoncent leur intention d'étendre la grève aux autres compagnies aériennes et même aux autres secteurs des transports : trains, transports urbains, et de mettre en place des piquets de grève un peu partout. Ce à quoi le gouvernement rétorque, par la voix de Bush, en avertissant qu'il interdira tout piquet de grève.

En vérité, en adoptant ce ton radical et jusqu'au-boutiste sur la question même qui se trou-

vait au centre des besoins des ouvriers en lutte : ne pas rester isolés, les syndicats réussissaient à dépasser les grévistes de toute prise en mains active de cette extension et à en dénaturer le sens. Avec l'aide du gouvernement, la question de l'extension était ramenée sur le terrain de savoir si tel ou tel syndicat avait ou non le "droit légal d'impliquer dans le conflit d'Eastern Airlines d'autres entreprises de transports". Or, pour les ouvriers, la véritable question n'était pas que les autres secteurs se mettent en grève "pour Eastern Airlines" ou "parce qu'ils dépendent de la même structure syndicale", mais qu'ils entrent en lutte eux-mêmes parce qu'ils ont les mêmes raisons de lutter que les ouvriers d'Eastern : les salaires, les licenciements, les conditions de travail.

Pendant que le besoin de l'extension était ainsi ramené à une discussion entre le gouvernement et les syndicats sur son caractère "légal" ou non, tout était fait sur le terrain pour que celle-ci ne se fasse pas. Dans les autres secteurs, la grève était ainsi remise à plus tard par les syndicats, tandis qu'à Eastern même, le patron renvoyait chez eux une bonne partie des employés de la compagnie, sous prétexte d'éviter "les risques de sabotage", en fait pour briser l'élan de solidarité active avec les grévistes qui s'était manifesté chez les pilotes et le personnel navigant et pour s'assurer ainsi de laisser le terrain libre aux syndicats.

Quatre jours plus tard, le gouvernement à son tour frappait un grand coup en décrétant la mise en faillite de la compagnie. Les grévistes se retrouvaient dispersés, renvoyés chez eux, en attendant - atomisés et privés de tout moyen de lutte - le résultat des négociations de rachat d'Eastern par un autre patron.

DES CONFRONTATIONS DE CLASSE PLUS DURES SE PREPARENT

Cette grève qui a duré en tout et pour tout six jours est un profond révélateur des potentialités de la lutte de classe aux USA. Ce n'est pas par hasard si cette fois-ci un Bush n'a pu rééditer l'opération d'un Reagan en 1981 contre la grève des aiguilleurs du ciel en répondant par une répression directe et massive : le licenciement pur et simple de milliers de grévistes. Par la voie de la mise en faillite et du rachat de la compagnie, la bourgeoisie donnait

pour un temps un coup d'arrêt à la lutte, elle gagnait du temps sur la grève, mais elle n'a pu infliger une défaite profonde aux ouvriers.

Avec le nouveau budget qui vient d'être adopté par l'administration Bush, ce sont de nouvelles attaques d'ampleur contre les salaires et les conditions de travail des ouvriers que la bourgeoisie s'appête à assener. En particulier les coupes claires qui ont été décidées dans toute une série de budgets sociaux vont impliquer d'ici au début de l'été des mesures anti-ouvrières brutales contre les travailleurs des municipalités (l'équivalent de la fonction publique ici), c'est-à-dire un secteur de la classe ouvrière qui a déjà manifesté son énorme combativité, comme dans les grèves à Detroit et Philadelphie en 1986, avec des tendances de plus en plus affirmées à déborder les syndicats et à étendre la lutte.

Dans ce contexte, les manœuvres de la bourgeoisie dans la grève d'Eastern Airlines révèlent la manière dont la classe dominante US fourbit activement ses armes en préparation des confrontations de classe de plus d'ampleur qui s'annoncent aux USA. Ainsi la grève d'Eastern Airlines a été largement utilisée par la bourgeoisie comme faire valoir pour ses syndicats qui s'y sont refaits une image radicale et combative à peu de frais, y compris en se présentant comme "décidés à l'extension de la lutte si il le faut". Par la même occasion, ils parvenaient ainsi à dénaturer aux yeux des ouvriers l'idée même de l'extension. D'autre part, le coup de force de Bush contre les grévistes d'Eastern avec la mise en faillite de la boîte sert ainsi d'avertissement à toute la classe ouvrière pour lui dire : "la lutte ne paie pas", "faire grève ne mène à rien, sinon à perdre son emploi".

Les moyens déployés par la bourgeoisie américaine, à l'image de ses consœurs européennes ne font que traduire la crainte qu'a la classe dominante face au renouveau des luttes ouvrières aux USA. Les ouvriers là-bas comme ici ne doivent pas se laisser piéger ni endormir par ces manœuvres et en particulier par la radicalisation des syndicats. Il leur faut développer la confiance dans leur propre force et ne pas laisser le terrain libre à ces ennemis de la lutte.

31/03/89 PE

ELECTIONS EN URSS

LA "DEMOCRATISATION", UNE MYSTIFICATION CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ De la droite à la gauche, sans oublier l'extrême-gauche, de Bush à Mitterrand via Thatcher, la bourgeoisie a salué à grand bruit les "élections libres" du 26 mars en URSS. Tous, et notre bourgeoisie française a été une des plus actives, ont sonné les trompettes de la "démocratie", de la "démocratisation" en URSS, et chacun a apporté sa contribution à cette bruyante campagne qui vise, à l'Est et à l'Ouest, à tromper les ouvriers et endormir leur conscience.

Le 26 mars, le "peuple" russe devait élire les deux tiers des 2250 députés du "Congrès des députés du peuple" - le tiers restant élu par les dirigeants du Parti et des organisations syndicales et autres, histoire pour ceux-ci de s'assurer une présence confortable-, congrès issu de la réforme constitutionnelle d'Octobre (!) 1988.

Et le fin du fin de ces élections consistait dans le fait que les candidats pouvaient ne pas être membres du Parti, quelle que soit leur appartenance. Aussi on a vu le chef de l'Eglise orthodoxe élu, ainsi que quelques "dissidents" notoires. Et surtout les médias se sont exclamés devant l'élection à 89% de Boris Eltsine, écarté du Bureau politique, mais pas de l'Etat, l'an dernier pour "excès de Perestroïka", pour excès de libéralisme, pour excès de démocratie et à présent "plébiscite" à Moscou-même contre le candidat du Parti, seul autre candidat comme par hasard. Et la presse bourgeoise de s'extasier devant cette "tornade" démocratique, cette "bousculade" de la nomenklatura, de monter en épingle le cas Eltsine "super-star" de la démocratisation à l'Est alors qu'il est fabriqué de toutes pièces par Gorbatchev, qu'il est totalement télé-guidé. Cet ancien besogneux de la politique qui gravit pas à pas et dans la ligne les échelons de la hiérarchie du Parti depuis 40 ans devient brutalement un héros du peuple, l'anti-stalinien par excellence ! Il est évident que la bourgeoisie russe a voulu marquer un grand coup, mais elle n'a rien perdu ; ceux qui sont au pouvoir sont plus que jamais solidement installés.

UN RENFORCEMENT DU PARTI

Les 20% de candidats du Parti qui ont été battus ne sont pas un problème pour la bourgeoisie russe, au contraire. Ces élections lui ont permis d'écrémer une petite partie des vieux membres du Parti qui ne comprennent pas les nécessités actuelles de l'Etat russe, qui ne comprennent pas que la Perestroïka est une nécessité pour faire accepter

aux ouvriers des sacrifices toujours plus grands. Ainsi, l'éviction du maire et numéro deux (!) du Parti à Moscou, des responsables du Bureau politique de Leningrad et de Kiev sont des exemples de ce nettoyage opéré dans le Parti à travers les élections du 26 mars. Il suffisait au pouvoir d'accepter et d'opposer une candidature et une seule à couleur "libérale" face à un candidat du Parti pour être sûr de voir le second battu. Les membres du Parti sont violemment détestés par les ouvriers et la population parce que ce sont eux qui mènent les répressions, organisent souvent la corruption et le marché noir, organisent la distribution des vivres dont on sait ce qu'elle vaut à l'Est. Gorbatchev a fait ainsi d'une pierre deux coups : il a éliminé certains empêchements de tourner en rond et fait "plébisciter" ces évictions par la même occasion, trouvant caution dans le "vote populaire" à la fois contre ses ennemis et pour la nouvelle équipe dirigeante.

A L'EST, DU NOUVEAU CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Ces élections, comme toutes les élections "démocratiques" bourgeoises, n'ont rien à apporter aux ouvriers en URSS. Elles ont été un moyen d'aiguiser la nouvelle arme que la bourgeoisie russe développe et renforce devant l'accentuation de la crise et la nécessité de porter des attaques de plus en plus féroces aux ouvriers : la mystification démocratique. Il n'y a pas qu'en URSS qu'elle se développe, mais dans l'ensemble des pays de l'Est, comme en Pologne, en Hongrie.

La mise en place de la perestroïka constitue une offensive anti-ouvrière d'ampleur, qui vise à détourner l'attention des ouvriers de l'attaque sur leurs conditions de vie et de travail qui se prépare, à les détourner de la nécessité de lutter, et à les dévoyer de leur terrain de classe vers celui de la bourgeoisie en enfouissant l'illusion démocratique dans leur tête ; comme en Pologne où c'est grâce à cette arme et à Solidarnosc que la bourgeoisie a pu enrayer les luttes de l'an dernier. Il suffit d'écouter Kuron, le conseiller de Solidarnosc : "...nous avons accepté de nous asseoir autour d'une table ronde, en face d'un pouvoir qui a toujours l'espoir de modifier le système afin de rester plus longtemps à la tête du pays". C'est clair, c'est contre les ouvriers et pour empêcher le développement de leurs luttes que la bourgeoisie à l'Est cherche à "démocratiser" malgré les limites que lui impose l'archaïsme de son appareil d'Etat.

A L'OUEST, LA MEME CAMPAGNE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Pourquoi la bourgeoisie de l'Ouest, si prompt à dénoncer les insuffisances de l'Est pour mieux vanter les bienfaits de son libéralisme, a-t-elle porté autant aux nues la prétendue vague de "démocratisation" qui touche l'URSS ?

Ce n'est certes pas pour entraîner les ouvriers ici à s'extasier devant un nouveau modèle russe, sauf pour le PCF qui, après avoir soutenu assidûment pendant des décennies le stalinisme et ses horreurs, vient apporter sa pierre à l'édifice de la campagne et se rengorge de plaisir devant les "180 millions de votants qui sont allés massivement aux urnes".

En fait, si la bourgeoisie occidentale vante les mérites de la "démocratisation" des pays de l'Est, c'est encore une fois pour faire croire que seul le modèle démocratique est synonyme de "progrès", de "libertés", de "justice". Ainsi l'exploitation à l'Ouest de la campagne sur la perestroïka ne sert qu'à renforcer la propagande occidentale pour la défense de la démocratie contre le totalitarisme, c'est-à-dire d'une forme de la domination bourgeoise contre une autre. Tel est l'objectif que vise aujourd'hui ce battage intensif autour des réformes à l'Est de même qu'autour de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française ou encore de l'"Affaire Rushdie" : contre les "forces du mal", contre tous les fanatismes, tous les totalitarismes, il faut resserrer les rangs derrière la classe dominante du "monde libre".

A l'Ouest comme à l'Est, le déchaînement d'une telle campagne répond en réalité à une nécessité pour la bourgeoisie : alors qu'avec l'aggravation de la crise ce sont des attaques inouïes contre les conditions de vie du prolétariat qui se préparent, la bourgeoisie s'efforce ainsi d'atténuer les antagonismes de classe en tentant de dévoyer les préoccupations des ouvriers sur un terrain qui n'est pas le leur.

A l'Ouest comme à l'Est, la campagne actuelle sur la démocratie ne vise qu'à étendre un rideau de fumée pour masquer les vrais problèmes qui se préparent, à enchaîner les ouvriers aux mystifications bourgeoises et les détourner de leur terrain, celui de la lutte de classe contre classe. A l'Ouest comme à l'Est, les ouvriers n'ont rien à gagner à défendre la démocratie et tout à perdre.

PPR

L'ETAT "SOCIALISTE" ET "DEMOCRATIQUE" REPRIME DANS LE SANG LES EMEUTES DE LA FAIM

Plus de mille morts (certains parlent de 3000), trois fois plus de blessés graves, plus de 10 000 détenus, état de siège, suppression de toutes les "libertés", quartier libre à 10 000 hommes pour massacrer sans discrimination (enfants massacrés devant leurs parents, blessés achevés au sol, salle de torture installée dans une pension familiale désaffectée). Le gouvernement du "socialiste" Carlos Andrés Pérez vient de réprimer dans le sang et avec une violence inouïe, les émeutes de la faim qu'il a lui-même provoquées par un train de mesures économiques portant de nouvelles attaques contre une population qui n'a cessé de voir sa misère s'accroître brutalement au cours des dernières années.

Le régime de la bourgeoisie au Venezuela n'est pas une dictature militaire, mais une des plus "stables démocraties du continent". Le parti Acción Democrática qui a organisé le massacre, main dans la main avec les gorilles de l'armée, n'est pas un parti de droite, mais une des composantes de l'Internationale Socialiste. Son chef, C.A. Pérez, qui restera dans l'histoire du pays comme le "boucher de Caracas", est un ami des Mitterrand de France, Gonzales d'Espagne, Willy Brandt d'Allemagne, Craxi d'Italie, Soares du Portugal, Papandréou de Grèce, Kreisky

d'Autriche, des socialistes suédois, anglais, tous ces grands "démocrates humanistes" qui ne parlent de "social" que pour mieux massacrer lorsque les intérêts du capital sont en question.

A la fin de l'année dernière, Pérez, au cours d'une réunion de l'Internationale Socialiste à Paris, demandait à Pierre Mauroy de lui donner une copie de ses discours sur les nationalisations, et, lors de son intronisation comme président, au début février, Fidel Castro saluait en lui le nouveau "leader" de l'Amérique Latine.

Les récents événements au Venezuela, comme ceux d'Algérie en octobre dernier, où un autre gouvernement "socialiste" se livrait à une répression sanglante pour des raisons analogues, sont un nouvel avertissement aux prolétaires qui gardaient encore des illusions sur l'avenir que leur réserve ce système en décomposition et sur une soi-disant différence entre les fractions de "gauche" et celles de droite de l'appareil politique de la bourgeoisie.

Nous publions ici des extraits d'un communiqué de notre section au Venezuela qui retrace les événements et en tire les premiers enseignements.

L'AGGRAVATION DE LA MISERE

Les protestations qui ont débuté le 28 février contre l'augmentation atteignant jusqu'à 100 % des prix des transports, première conséquence du "paquet" de mesures économiques du nouveau gouvernement social-démocrate Acción Democrática (AD), ont joué le rôle de détonateur dans une situation de malaise qui s'accumulait depuis le début des années 80, mais qui s'est exacerbée en 88 à cause de l'accélération de la dégradation du niveau de vie des masses laborieuses et des couches non exploiteuses du pays. Sur le plan économique, l'inflation en 88 a été de 40 %, la même qu'en 87. Depuis le mois de mai 87, la bourgeoisie n'avait accordé aucune augmentation salariale (1). Les prix de certains produits alimentaires ont subi une augmentation atteignant 80 % en décembre dernier. Divers produits (huile, farine de maïs, grains, etc.) ont disparu du marché en attendant de nouvelles hausses de prix. La spéculation et le stockage ont été des constantes avant les émeutes.

De leur côté, des milliers de chômeurs et d'autres couches qui n'ont jamais eu d'emploi stable (près de 3,5 millions, 50 % de la population active) survivent en partie grâce au colportage (vente de marchandises dans les rues), sujets à la répression de la police qui leur vole la marchandise après les avoir mis en prison.

Sur le plan social, en 1988 il y avait eu des émeutes très explosives dans plusieurs villes et villages parfois difficiles à trouver sur la carte. A Las Tejerías, ville située à 60 km de Caracas, le village proteste contre l'assassinat d'une petite fille par la police ; il a fallu envoyer la Garde nationale - police spéciale connue pour sa brutalité - avec des blindés pour rétablir l'ordre après deux jours d'émeutes. A Belén, village situé à quelques 30 km des centres industriels de Valencia et Maracay, il y a eu des affrontements avec la police pendant plusieurs jours après l'assassinat d'un étudiant. Par deux fois il y a eu cette année des émeutes à Mérida (à 700 km au Sud-Est de Caracas), la première fois suite à la mort d'un étudiant et la deuxième fois suite à l'augmentation du prix des transports et de l'électricité ; il a fallu envoyer l'armée pour contrôler la situation. Les assassinats n'ont été qu'un détonateur des émeutes. Leur cause réelle est la détérioration brutale des conditions de vie de la population.

LES EMEUTES ET LA REPRESSION

Les émeutes qui viennent d'avoir lieu au Venezuela sont les plus étendues et les plus violentes de l'histoire du pays et dépassent même celles qu'on a vues dans d'autres pays de cette zone. Elles viennent démolir le mythe du "paradis démocratique" d'Amérique Latine, de la docilité de la population. Mais le plus important est qu'elles expriment la perte de crédibilité sur la possibilité d'un futur meilleur que les trois derniers gouvernements n'ont cessé d'annoncer. La police, les partis et les syndicats ont été débordés. En fait, ils n'ont pas eu le temps d'agir. Malgré les préparatifs de la bourgeoisie pour s'attaquer au malaise social, l'envergure et la violence des émeutes lui ont fait perdre le contrôle. Les 27 et 28, il y a eu des pillages, des rues et des avenues bloquées, des incendies dans pratiquement toutes les principales villes du Venezuela. Le 28 au soir, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et a déchaîné sa terreur d'Etat. A Caracas (4 millions d'habitants), les masses survoltées ont défié les corps de répression, ce qui a obligé à mobiliser près de 15 000 soldats et policiers pour rétablir l'ordre. Le 1er mars, le meurtre d'un officier de l'armée à El Valle (banlieue de Caracas) provoquera en réaction un massacre aveugle dans les quartiers populaires, auquel ni vieillards, ni femmes, ni enfants n'ont échappé. Le vendredi 3 mars les forces de répression reprénaient le contrôle de la situation.

Si beaucoup de gens sont morts égorgés par les vitrines brisées des magasins pillés, c'est surtout la répression brutale de l'armée et de la police qui a causé le plus de morts. Le gouvernement, cyniquement, parle de 247 morts. Mensonges !! (2) Rien qu'entre jeudi 2 et vendredi 3 mars, ce sont près de 300 cadavres qui ont été enterrés dans des fosses communes, sans compter ceux qui ont été jetés dans

les fossés, dans les dépotoirs ou dans le fleuve Guaire (fleuve-égout de Caracas). On ne connaîtra jamais le nombre exact de morts, mais il dépasse les 1 000 (on parle de plus de 3 000), pas plus que le nombre de blessés et d'arrestations.

DE LA PROTESTATION AU MOUVEMENT SANS PERSPECTIVES

L'explosion spontanée d'actions de protestation de la part de travailleurs qui se rendaient au travail le matin du 27, a débouché sur une action sans orientation politique ; ce sont des éléments atomisés de la classe qui rejettent violemment l'augmentation du prix des transports. Dans un premier temps, il se produit des actions qui expriment la nécessité d'organiser d'une manière ou d'une autre la protestation : blocage des voies de circulation et arrêt des unités de transport. Mais l'incapacité à canaliser rapidement ces actions de protestation dispersées vers les centres industriels où elles auraient pu se développer sur un terrain de classe renforcera l'atomisation, élément principal qui contribuera à ce que des facteurs émotifs tels que la colère, le ressentiment, la frustration accumulée depuis des années, gagnent graduellement la protestation et la dévient vers des manifestations violentes où se retrouveront les chômeurs, les jeunes sans travail et des éléments du lumpen. Cette transformation des protestations contre des mesures économiques dramatiques pour les salaires et les conditions de vie des travailleurs, en une action déchaînée et sans aucune perspective, autrement dit une révolte sociale, a pour principale composante une ambiance politique où la combativité de la classe ouvrière a été très faible et, dans la plupart des cas, contrôlée par les syndicats, officiels et de base.

C'est justement dans cette ambiance de peu d'actions ouvrières et d'accentuation brutale de la misère et du chômage, qu'a surgi la révolte, plus comme expression de la décomposition sociale existante que comme réponse à l'aiguïssement de la crise....

LA STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La bourgeoisie concentre sa stratégie contre le prolétariat de la manière suivante :

- En renforçant les syndicats officiels : la bourgeoisie est consciente que l'organe principal qui peut dévoyer le mécontentement ouvrier est la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV). C'est la seule force qui peut exercer une "opposition" au gouvernement. Cependant, les liens qui unissent la CTV au gouvernement devront être "rompus", et de manière accélérée. C'est pour cela que Delpino (président de la CTV) a même brandi la menace de manifestations et de grèves contre plus de 50 000 licenciements provoqués par le "paquet" de mesures économiques....

- En imposant la terreur du capital : la bourgeoisie a mis à l'épreuve son appareil répressif. Avec cette leçon, elle est mieux préparée pour affronter les luttes prolétariennes. Après la brutale répression d'il y a deux semaines, la bourgeoisie et ses médias se sont chargés d'entretenir une ambiance de panique sur toute la population. En maintenant l'état d'urgence, elle prétend faire taire par les balles toute protestation ouvrière, intimider et même liquider ses éléments les plus combattifs....

- En déchaînant des campagnes de mystification : la principale est celle qui présente la dette extérieure comme la cause essentielle de la dégradation du niveau de vie. Ici, les syndicats, corporations et partis s'unissent en une croisade pour tromper les travailleurs, mais c'est la gauche qui mène la danse avec la position anti-FMI. Avec cette mystification on prétend enfermer les travailleurs dans l'idée qu'il existe une issue à la crise à travers une meilleure négociation avec le capital financier et dévoyer leur lutte contre l'"ennemi principal" (le FMI) et non contre le capital national, agent d'exécution des mesures d'austérité en commun accord avec les syndicats, les partis, Fedecamaras (organisation des capitalistes privés -équivalent du CNPF en France) et le FMI. Cette mystification revêt un caractère continental contre tout le prolétariat, et ses principaux chantres sont Fidel Castro, Alan Garcia (Pérou) et CAP, une sorte de Sainte-Alliance du

capital contre la classe ouvrière....

LES PERSPECTIVES POUR LE PROLETARIAT

Que doivent dire les révolutionnaires ? Quelle attitude doit avoir le prolétariat face aux révoltes dans lesquelles il sera nécessairement plongé ?

La première action que doit faire le prolétariat est de résister aux mesures brutales d'austérité. Sa lutte est la seule qui puisse amortir et même empêcher leur application. Mais cette résistance doit être organisée, fondée sur les assemblées ouvrières, avec des délégués élus et révocables par elles ; et cela passe par l'envoi de délégations massives pour étendre le mouvement de manière à contrer l'action de dispersion et de contrôle du mouvement par les syndicats. Cette forme de résistance ouvrière requiert un degré de politisation et de conscience du prolétariat qui ne s'est pas encore exprimé dans les mouvements qui ont eu lieu ces derniers temps. La résistance des travailleurs a été dispersée, elle est restée circonscrite à l'usine ou au secteur industriel ou à la corporation, grâce au travail des syndicats....

Un objectif de premier ordre pour la lutte du prolétariat, c'est aussi l'intégration des éléments de la classe qui se trouvent au chômage. Les chômeurs dans les pays de la périphérie, en plus de l'atomisation dont souffrent tous les chômeurs dans le monde en étant retirés de leur lieu de travail, se voient immédiatement confrontés à la vie du quartier où, n'ayant pas une activité qui les unisse, ils restent à la merci de la décomposition sociale à travers l'alcoolisme, l'oisiveté et même la lumpen-prolétarisation. Le prolétariat doit affronter consciemment cet autre visage de la barbarie capitaliste, d'abord en résistant aux mesures bourgeoises qui augmentent le chômage, ensuite en promouvant l'organisation des chômeurs en "comités de chômeurs" regroupés par quartiers, indépendamment de leur appartenance politique ou même de quartier ou lieu où ils vivent, et enfin en étendant les revendications des travailleurs actifs au-delà des exigences immédiates, en faisant siennes les revendications des chômeurs.

De la même manière que le prolétariat résiste aux mesures d'austérité, il devra résister à la répression de l'Etat. Quelque chose qu'essaie de cacher la bourgeoisie vénézuélienne, celle du "paradis démocratique d'Amérique Latine", c'est que ses méthodes ne se différencient en rien de celles des bourgeoisies chilienne, argentine, brésilienne, algérienne, espagnole ou d'Afrique du Sud, quand il s'agit de réprimer. Le 27 février, le massacre était dirigé contre les masses révoltées ; demain ce sera contre les travailleurs dans les usines.

L'arme dont dispose le prolétariat pour contrer la répression c'est sa solidarité de classe, qui débordé les frontières d'un pays.

Après les émeutes de la fin de février, la situation politique a changé de manière significative, les illusions sur la "reprise économique" se sont envolées, le "Venezuela Saoudite" appartient au passé : le terrain est désormais prêt pour le développement de luttes ouvrières qui surgiront en rupture radicale d'avec les émeutes et la simple révolte. C'est à cela que doivent contribuer activement les minorités révolutionnaires.

INTERNACIONALISMO
(section du CCI au Venezuela)

(1) Le salaire minimum mensuel jusqu'au 28 février 89 était de 3 200 Bolívares (80 \$ au change actuel). A partir du 1er mars, il a été porté à 4 500 Bs (environ 112 \$), tandis que certains travailleurs paient jusqu'à 40 Bs par jour en transports, soit près de 25% du salaire journalier.

(2) C'est une caractéristique des bourgeoisies de ces pays que de cacher les chiffres réels des morts causés par leur barbarie. C'est ce qu'on a vu au Mexique lors du tremblement de terre, en Colombie lors de la catastrophe du Nevado del Ruiz, au Pérou avec le massacre des prisonniers sous le gouvernement actuel d'Alan Garcia, au Brésil avec les ouvriers sidérurgistes. La bourgeoisie, tant pour l'intérieur que pour l'extérieur, manipule ses chiffres macabres.

A LA MEMOIRE DE MUNIS, UN MILITANT DE LA CLASSE OUVRIERE

■ Le 4 février 1989, mourait Manuel Fernandez Grandizo, dit G.Munis. Le prolétariat vient de perdre un militant qui a consacré toute sa vie au combat de classe.

Né au début du siècle à Llerena en Estramadure, c'est très jeune que Munis a commencé sa vie de révolutionnaire comme militant du trotskysme, à une époque où ce courant se trouvait encore dans le camp du prolétariat et menait une lutte acharnée contre la dégénérescence stalinienne des partis de l'Internationale Communiste. Il est membre de l'Opposition de gauche espagnole (OGE) qui se crée en février 1930 à Liège, en Belgique, autour de F.García Lavió, dit "H.Lacroix". Il milite dans sa section de Madrid où il prend position pour la tendance "Lacroix" en mars 1932 contre le Centre dirigé par Andrés Nin. La discussion au sein de l'Opposition de gauche (OG) portait alors sur la nécessité ou non de créer "un deuxième parti communiste" ou bien de poursuivre l'Opposition aux PC avec pour but de les redresser. Cette dernière position qui était, dans les années 30, la position de Trotsky sera mise en minorité à la troisième Conférence de l'OGE, qui changera alors de nom pour devenir Izquierda Comunista española (ICE - Gauche communiste espagnole). Malgré son désaccord, Munis continuera à militer en son sein.

La concrétisation de cette orientation de création d'un nouveau parti aboutit à la fondation, en septembre 1934, du POUM, parti centriste, catalaniste et sans principes regroupant l'ICE et le Bloc ouvrier et paysan (BOC) de J.Maurin. Munis s'oppose alors avec une poignée de camarades à la dissolution des révolutionnaires dans le POUM et fonde le Groupe B-L d'Espagne (Bolchévique-léniniste).

Dès que la nouvelle du soulèvement de 1936 en Espagne lui parvient, il rentre du Mexique (où les aléas de la vie l'avaient conduit), reforme le groupe B-L qui avait disparu, et surtout, il participe avec beaucoup de courage et de décision, aux côtés des "Amis de Durruti", à l'insurrection des ouvriers de Barcelone en Mai 1937 contre le gouvernement de Front populaire. Arrêté en 1938, il réussit à s'évader des prisons stalinienne en 1939.

Le déclenchement de la 2ème guerre impérialiste mondiale conduit Munis à rompre avec le trotskysme sur la question de la défense d'un camp impérialiste contre un autre et à adopter une position internationaliste claire de défaitisme révolutionnaire contre la guerre impérialiste. Il dénonce la Russie comme pays capitaliste ce qui aboutit à la rupture de la section espagnole d'avec la IV^e Internationale à son 1er congrès d'après-guerre en 1948 (cf "Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional, septembre 1949").

Après cette rupture, son évolution politique en

direction d'une plus grande clarté révolutionnaire se poursuivra, en particulier sur la question syndicale et la question parlementaire, à la suite notamment des discussions avec les militants de la Gauche Communiste de France. Cependant, le "Second Manifeste Communiste" qu'il publie en 1965 (après qu'il ait été emprisonné pendant de longues années dans les geôles franquistes) témoigne de sa difficulté à rompre complètement avec la démarche trotskiste, bien que ce document se situe sur un terrain de classe prolétarien.

En 1967, il participe, en compagnie de camarades d'"Internacionalismo", à une prise de contact avec le milieu révolutionnaire en Italie. Aussi, à la fin des années 60, avec le ressurgissement de la classe ouvrière sur la scène de l'histoire, il sera sur la brèche aux côtés des faibles forces révolutionnaires existantes, dont celles qui vont fonder "Révolution Internationale". Au début des années 70, il reste malheureusement à l'écart de l'effort de discussion et de regroupement qui allait notamment aboutir, en 1975, à la constitution du Courant Communiste International. En revanche, le Ferment Ouvrier Révolutionnaire (FOR), l'organisation qu'il avait fondée autour des positions du "Second Manifeste", sera partie prenante de la première Conférence des Groupes de la Gauche Communiste qui s'est tenue en 1977 à Milan. Mais cette attitude sera remise en cause à la deuxième Conférence, où le FOR se retire des l'ouverture, ce qui exprime une démarche d'isolement sectaire qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui dans cette organisation.

Il est donc clair que nous avons des divergences très importantes avec le FOR, ce qui nous a conduit à polémiquer en de nombreuses reprises avec cette organisation dans notre presse (voir notamment l'article de la Revue Internationale n°52). Cependant, malgré les erreurs sérieuses qu'il a pu commettre, Munis est resté jusqu'au bout un militant profondément fidèle au combat de la classe ouvrière. Il était un de ces très rares militants qui ont résisté à la pression de la plus terrible contre-révolution qu'aient subit le prolétariat dans son histoire, alors que beaucoup désertaient le combat militant ou même trahissaient, pour être présent aux côtés de la classe ouvrière lors de la reprise historique de ses combats à la fin des années 60.

C'est à ce militant du combat révolutionnaire, à sa fidélité au camp prolétarien et à son engagement indéfectible que nous voulons rendre hommage.

A ses camarades du FOR, nous adressons notre salut fraternel.

RI

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

P. (Paris) : 130f

Tours (RP de février) : Laurence : 20f ; Stanley : 20f ; Dédé : 25f ; Nathalie : 25f ; Mallers : 70f ; Hagar : 18f ; Bacalao : 50f.

Paris (RP de mars) : Ju : 10f ; M. : 10f ; JE : 25f ; Xo : 10f ; P : 10f ; JR : 5f ; Lach : 20f ; Mx : 10f ; CP : 50f ; FM : 40f ; TP : 10f ; JL : 10f ; Mi : 10f ; JJ : 20f.

Rouen : Y : 400f ; D : 200f

Toulouse (RP de février) : RA : 50f ; CHRIS : 100f ; LU : 20f

TOTAL : 1368f.

TOTAL 1989 : 7723,50

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.

."Mimesis", 58, rue de Grassis.

."Machine à Lire", 13 rue de la Devise

BREST : "Graphitis", place St Louis.

CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire", 3, rue de l'Ente.

Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras

Maison de la Presse, place de Jaude

DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré.

LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc

LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne

."Maison de la Presse, pl. de la Tremoille

LE HAVRE : "Presse des Halles", 27 pl. des

Halles Centrales.

LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune.

."Centre Culturel Libertaire", 1, 2, rue du

Péage. Métro Fives.

LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7e).

MARSEILLE : "Odeur du Temps" 6, rue Pastoret -13006

."Maison de la Presse" 1, chemin de la Gavotte

13005

Lisez la Revue Internationale No 57

(2ème trimestre 1989)

LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME

."Bilan économique des années 80

L'AGONIE BARBARE DU CAPITALISME DECADENT

."Venezuela

LA BOURGEOISIE MASSACRE

."Mars 1919

LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

."Polémique (GPI-Mexique : débat avec le BIPR)

CONSCIENCE DE CLASSE ET PARTI.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :
ISSN 0336 464 X

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous soient envoyés.

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE

DE CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

15F + 3F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F pour frais d'envoi

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :

Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et

l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

SUR LA REVOLUTION Russe

15F + 3F pour frais d'envoi

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE

BP 581 75027 PARIS CEDEX 01

FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :

France : 100F ; Etranger : 100F ; Par Avion : 120F

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la Revue

Internationale :

France : 75F ; Etranger : 75F ; Par Avion : 90F

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :

France : 170F ; Etranger : 170F ; Par Avion : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

à :

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre

presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :

- Journal RI :

abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale :

abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

CONFERENCE DE VIENNE SUR LES ARMES CONVENTIONNELLES

UN MARCHANDAGE ENTRE BRIGANDS IMPERIALISTES

■ Les rencontres sur le désarmement se succèdent et se multiplient. A en croire les médias et les déclarations des grands politiciens de la bourgeoisie, "ce qui meurt ici, c'est une vision du monde dans laquelle une partie de l'humanité doit liquider l'autre" (déclaration d'un responsable politique). Rien que ça !

La conférence de Vienne, qui s'est ouverte le 9 mars, précédée elle-même de rencontres préparatoires, serait donc un jalon de plus vers le désarmement et la paix.

QUEL EST LE CONTENU DES DEBATS DE CETTE CONFERENCE ?

Regardons-en les grandes lignes. Il s'agit, au niveau des deux blocs, de réduire les armements conventionnels classiques en Europe, de l'Atlantique à l'Oural ; Europe, qui serait assurément l'enjeu d'une 3ème guerre mondiale.

Les propositions les plus radicales viennent de la Russie. Une première phase prévoit sur les 2 ou 3 ans à venir que le nombre de chars maximum accordé à chaque alliance corresponde au nombre de chars de l'OTAN réduits de 15% et la même chose pour chaque catégorie d'armes ainsi que pour les effectifs. Une deuxième phase verrait les niveaux d'armements déjà plafonnés subir une réduction de 25 % ; enfin une troisième phase dans laquelle tous les équipements militaires devraient être plafonnés et les armes n'avoir plus qu'un caractère strictement défensif (sic !). Les occidentaux, eux, seraient d'accord pour une réduction de 50 % de tous les chars, pièces d'artillerie et véhicules blindés présents en Eu-

rope. Que cachent tant de vertueuses intentions hautement proclamées ?

UNE REDUCTION DES ARMES CONVENTIONNELLES AU PROFIT D'ARMES TOUJOURS PLUS SOPHISTIQUEES

Il doit être clair que ce n'est pas parce que ces messieurs de l'Est et de l'Ouest négocient pour réduire la quantité des armes conventionnelles qu'ils chercheraient pour autant à diminuer la puissance de feu. Au contraire. Le but est de diminuer les dépenses sur les armements classiques, devenus inefficaces dans la perspective d'une guerre généralisée, afin de pouvoir investir plus massivement encore dans les armes de haute technologie.

En effet, dans la course aux armements, le poids de la crise intervient. Il ne s'agit pas pour la bourgeoisie de diminuer ses dépenses d'armements mais de les rationaliser. Les déclarations de Gorbatchev qui parle de prendre sur les armements pour investir vers "l'économie civile" sont pure propagande, de même que ce n'est pas par hasard si Bush, à la suite de Reagan, ne veut actuellement aucune réduction sur les hélicoptères de combat ni sur les avions tactiques. Même les deux Grands ne peuvent plus à la fois développer les armements classiques en quantité et développer les armements de haute technologie. Chaque jour, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ensemble, dépensent 1,5 milliards de dollars pour leur défense ! Entre 81 et 86, les dépenses militaires US ont augmenté de plus de 30 % ! Alors, contrainte, la bourgeoisie choisit : la qualité à la place de la quantité, les armes les plus

opérationnelles à la place des armes classiques. Il n'est pas étonnant non plus, dans ce contexte, de voir la Russie réclamer la première, et avec beaucoup de radicalité, cette rationalisation. Le poids des dépenses d'armements pèsent encore plus lourd sur son économie très faible et frappée elle aussi de plein fouet par la crise. Au milieu des années 80, le montant de l'aide économique mais surtout militaire, accordée aux pays "protégés" par la Russie, y compris le Vietnam et Cuba, s'élevait pour l'URSS à 1,4 % de son PNB contre 0,3 % pour les Etats-Unis pour la même besogne. Ainsi, supprimer des armes comme les chars - la Russie a 22 000 chars datant de 1948, évidemment sans valeur militaire réelle - permettra d'orienter les investissements vers des armes plus meurtrières encore. Cette nécessité est d'autant plus grande pour la Russie qu'elle est en retard, technologiquement, sur son ennemi américain qui en est aux canons "laser" pour détruire les missiles spatiaux (même si la Russie elle-même ne manque pas d'armes nucléaires). Cette rationalisation, ressentie aussi comme nécessaire par les USA, bien qu'avec moins d'acuité, se double pour elle d'un avantage de plus sur l'URSS. En tant que tête d'un bloc plus développé, les USA peuvent exiger des Etats européens - leurs alliés dans la défense des intérêts du bloc occidental contre ceux du bloc de l'Est - de prendre à leur charge une partie plus importante des charges financières concernant la défense atlantique. C'est le sens d'une déclaration de Henry Kissinger et Cyrus Vance, deux anciens secrétaires d'Etat aux USA, dans un document de juin 88: "Nous n'avons plus les moyens financiers d'agir pour nous mêmes sur la scène internationale comme nous le faisons dans l'immédiat après-guerre".

Alors le sens de ces négociations : une sagesse ? Une possibilité d'entente ? Non ! Nous sommes chez des truands capitalistes. Discuter ne veut pas dire se faire confiance mais se surveiller. Dans ce rapport de force entre les blocs, dans lequel chacun défend ses intérêts capitalistes concurrents, non seulement aucune des deux parties ne veut se faire gruger par l'autre, mais chacune essaie d'être plus forte que l'autre.

L'OPIUM D'UNE PROPAGANDE : DERRIERE LA PAIX CAPITALISTE, LA GUERRE !

Envisager de diminuer les armements conventionnels, après l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée en décembre 87, armes elles aussi dépassées et de plus qui ne représentaient que 3 % des arsenaux militaires ; prétendre éliminer le caractère offensif des dispositifs militaires, tout cela n'est que l'opium d'une propagande qui vise à endormir les ouvriers du monde entier ! Et à nous empêcher de voir la cynique réalité qu'elle voudrait nous cacher :

- d'abord, l'importance des arsenaux : Moscou et Washington ont des arsenaux nucléaires représentant plus de 26.000 fois la puissance explosive de tous les armements utilisés pendant la seconde guerre mondiale. Et c'est cela que tous les Etats de l'Est comme de l'Ouest veulent encore développer !

- ensuite, le fait qu'il n'y a pas chez ces messieurs de bons sentiments qui tiennent. La logique de la crise capitaliste, c'est la guerre, jusqu'à la guerre généralisée. C'est cela qu'ils préparent.

A Washington, un institut a calculé que les guerres dites "régionales" ont fait 17 millions de morts depuis 1945, chiffre certainement à majorer. Voilà pour le temps de "paix" ! Dans une guerre généralisée, la puissance des armes actuelles - et ne doutons pas qu'ils s'en serviraient - anéantirait l'humanité.

Voilà ce dont nous devons être convaincus ! Voilà ce que nous devons arrêter ! Voilà avec quoi nous devons et pouvons en finir ! C'est tout l'enjeu des luttes actuelles et futures de la classe ouvrière au niveau mondial.

A.B.

LIBAN

LA BARBARIE SE DECHAINA A NOUVEAU

■ Voilà quinze années que le Liban est à feu et à sang et que Beyrouth s'écroule chaque jour un peu plus sur ses habitants.

Et depuis le 15 mars dernier, l'horreur et la barbarie connaissent de nouveaux sommets. Des tonnes de bombes et d'obus n'ont cessé de s'abattre sur cette ville déjà en ruines allongeant de quelques centaines la liste des morts que compte cette guerre.

Encore une fois, les populations sont prises en otage entre les différents camps en présence, subissant les rivalités sordides entre les différents clans de gangsters qui se partagent le territoire. Aujourd'hui, les échanges meurtriers se font entre l'armée syrienne (soutenue par les milices druzes) et les fractions chrétiennes, comme hier ils avaient opposé les syriens aux palestiniens ou les chiites aux chrétiens, etc.

Le général Aoun, "chef de l'armée libanaise chrétienne" et premier ministre-bis (chacun des camps en a nommé un) a beau lancer ses troupes dans une "guerre de libération contre l'occupation syrienne", ce ne sont que des tueries pour défendre les intérêts bourgeois les plus sordides. C'est en effet pour le contrôle de ce qu'ils appellent les "ports illégaux", Ouzaï, Khaldé et Jyéh que la bataille fait rage ces dernières semaines. Et ces ports illégaux sont, selon leurs propres dires, "les principaux moyens d'exporter le terrorisme et la drogue". Quant à la Syrie, ce sont des intérêts tout aussi sordides mais d'un autre niveau qu'elle défend. Quand son ministre des affaires étrangères déclare : "La présence syrienne n'est pas une présence, les peuples syrien et libanais appartiennent à la même nation", c'est la mainmise totale de la Syrie sur le Liban qu'il revendique.

Mais les populations libanaises ne sont pas seulement les otages de l'armée syrienne et des différentes cliques en présence, elles sont surtout les otages du bloc imperialiste occidental tout entier.

La poursuite de cette guerre aujourd'hui n'est que la concrétisation d'un marchandage criminel entre la Syrie et le reste du bloc. Quand l'armée syrienne contrôle les 2/3 du territoire libanais, quand elle tient sous sa coupe une grande partie de la bourgeoisie nationale, notamment chiite et druze, quand elle se lance à l'assaut de l'enclave chrétienne autour de Beyrouth, c'est pour marquer ses exigences et marchander la meilleure place possible au sein du bloc. Mais quand ce dernier exerce sur Tripoli des pressions de tous ordres, c'est à contrario pour l'amener à réduire ses propres prétentions imperialistes et à se soumettre aux intérêts de l'ensemble.

C'est ce que l'on voit encore aujourd'hui à travers les pressions diplomatiques exercées par la CEE (dans laquelle la France a une place de choix) ou la Ligue arabe (c'est-à-dire la majorité des pays de la région). On le voit également et surtout à travers une pression militaire constante, depuis le soutien qu'apporte l'Irak actuellement à l'armée du général Aoun jusqu'aux raids aériens fréquents qu'effectue l'armée israélienne dans la plaine de la Bekaa contrôlée par l'armée syrienne.

C'est pour des intérêts de brigands que des populations entières sont sacrifiées aujourd'hui. Et il serait dangereusement illusoire de croire que cette situation qui est faite au Liban, depuis 15 ans, par la bourgeoisie mondiale est particulière ou exceptionnelle. Au contraire, elle révèle dans toute sa clarté la réalité hideuse du capitalisme aujourd'hui.

Aussi il n'y a ni répit ni paix possibles à attendre au Liban comme dans le monde entier tant que ceux qui sont responsables de la barbarie et de la misère continueront d'exister ; et ces responsables ce ne sont pas seulement les petits truands locaux mais aussi et surtout les grands bandits imperialistes de l'Ouest comme de l'Est.

JE

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont délogées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "lutes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.